



DANS CE NUMÉRO:
PRÉPARATIFS EN VUE D'UN CONFLIT À
VENIR DANS LE BOIS D'ŒUVRE RÉSINEUX
>> PAGE 2
CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE
INTERNATIONALE DE LA FEMME >>
PAGE 3
UNIFOR DEMANDE LA LIBÉRATION DE
SYNDICALISTES EMPRISONNÉS >> PAGE 4

VOLUME 5, NO.4

WWW.UNIFOR.ORG

2 MARS 2017



uniforum



Bob White, 28 avril 1935 - 19 février 2017

Bob White, héros du syndicalisme canadien

L'annonce du décès de Bob White, président fondateur des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), le 19 février, a été suivie d'innombrables hommages de membres du syndicat et de militants syndicaux à la grandeur du pays et à la Chambre des communes.

« Bob était un non-conformiste dans le mouvement syndical

>> Suite à la page 2

Le gouvernement libéral de la Nouvelle-Écosse adopte un septième projet de loi défavorable aux travailleurs

Le 21 février, le gouvernement libéral majoritaire de la Nouvelle-Écosse a adopté à l'unanimité le projet de loi 75, qui impose un contrat de travail et des gels salariaux à 9 300 enseignants. Il s'agit de la septième loi que les libéraux de McNeil promulguent pour restreindre ou supprimer carrément les droits des travailleurs de la province.

« Les gels salariaux imposés par le gouvernement dans le projet de loi 75 ne restent pas en vase clos, a déclaré Lana Payne, directrice de la région de l'Atlantique. Ils encouragent les employeurs à comprimer les salaires et les droits de tous les travailleurs. Comme il est incapable de négocier, le gouvernement néo-écossais a forcé la main des travailleurs en

>> Suite à la page 3

Unifor participe activement au processus budgétaire

Le gouvernement fédéral déposera son budget au cours des prochaines semaines, et Unifor participe activement au processus budgétaire, et continuera de le faire, pour réclamer des améliorations pour les travailleurs et sur le plan des services publics.

« Comme le gouvernement établit ses priorités dans le budget, il est vital que notre syndicat y prenne part », affirme Jerry Dias, président national d'Unifor.

Comme il le fait depuis des années, Unifor a présenté un mémoire budgétaire officiel au gouvernement fédéral. De plus, les dirigeants nationaux rencontrent des ministres et des députés dans le cadre de séances de lobbying et d'entretiens individuels pour leur faire connaître le point de vue des travailleurs.

« Depuis la défaite de Harper, nous avons un gouvernement davantage à l'écoute à Ottawa, indique M. Dias. Notre dialogue direct a porté des fruits, et notre syndicat a joué un rôle déterminant dans la mise en

>> Suite à la page 3

Célébrons la Journée internationale de la femme

Les droits des femmes sont des droits de la personne, et chacun de nous a un rôle à jouer dans la lutte contre le sexisme.

Voilà le message d'Unifor pour la Journée internationale de la femme et tous les autres jours de l'année!

Diffusez ce message en installant l'affiche de la Journée internationale de la femme que contient le présent numéro dans votre local syndical ou votre lieu de travail.

N'oubliez pas de nous raconter comment votre section locale et vous célébrez la Journée internationale de la femme. Envoyez-nous vos photos à l'adresse communications@unifor.org ou publiez-les sur la page [Facebook.com/UniforCanada](https://www.facebook.com/UniforCanada).

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

- Conférence des travailleuses et travailleurs autochtones et de couleur – Du 5 au 7 mai
- Conférence sur la fierté (ouverte à tous les membres LGBTQ et à leurs alliés) – Du 12 au 14 mai
- Le Conseil canadien fera escale à Winnipeg! – Du 18 -20 août

Pour obtenir de plus amples renseignements, allez à l'adresse www.unifor.org/evenements.



Unifor est prêt à se battre dans le dossier du bois d'œuvre résineux

Le 15 février, les représentants du secteur de la foresterie d'Unifor se sont réunis afin d'établir une stratégie en vue des pourparlers au sujet du bois d'œuvre résineux avec les États-Unis. Les membres d'Unifor représentent plus de 50 % de l'industrie du bois d'œuvre résineux.

La rhétorique commerciale du nouveau président américain, combinée à l'histoire trouble des négociations sur le bois d'œuvre résineux, est une source d'inquiétude majeure. Unifor craint que des droits compensateurs ou antidumping soient de nouveau imposés sur le bois qui entre aux États-Unis.

Dans l'éventualité où les États-Unis imposeraient de nouveaux droits au Canada, les pertes d'emplois se compteraient par milliers dans le secteur de la foresterie.

« Le gouvernement fédéral ferait bien d'inclure les travailleurs



Des représentants d'Unifor du secteur de la foresterie de partout au pays se rencontrent à Ottawa.

à chaque étape du processus, a indiqué Scott Doherty, adjoint exécutif au président national. Le modèle québécois d'inclusion et de consultation du secteur est un exemple à imiter. »

Unifor passe rapidement à l'action pour défendre le secteur de la foresterie et les emplois de qualité en lançant une campagne qui fera pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il accorde un degré de priorité élevé aux emplois dans le secteur et qu'il élabore un plan au cas où les États-Unis prélèveraient des droits sur le bois d'œuvre résineux canadien. Pour protéger nos collectivités et stabiliser le secteur de la foresterie, le gouvernement

fédéral doit agir promptement en proposant une garantie de prêt pour contrer les répercussions financières des droits sur les exportateurs canadiens.

Il semble que le gouvernement fédéral commence à s'intéresser à ce dossier. Le 22 février, le ministère des Ressources naturelles a annoncé la création d'un groupe de travail fédéral-provincial.

Les représentants du secteur de la foresterie d'Unifor seront à Ottawa du 20 au 23 mars pour rencontrer des députés et discuter des menaces qui pèsent sur les régions forestières d'un océan à l'autre.

>> Suite de "Bob White, héros..." sur la page 1

canadien, a déclaré Jerry Dias, président national. Sa compassion et sa soif de justice nous manquent terriblement. Je tiens à adresser mes condoléances à sa famille au nom d'Unifor. C'est grâce à Bob qu'Unifor est devenu le syndicat national puissant qu'il est aujourd'hui. »

En décembre 1984, Bob White a conduit la branche canadienne des TUA lors de sa scission historique d'avec le syndicat américain pour fonder les TCA. Il a été élu président des TCA à trois reprises : lors du congrès de fondation de 1985, en 1988, puis en 1991. Il a été élu président du Congrès du travail du Canada l'année suivante.

Lorsqu'elle a pris la parole à la Chambre des communes



Bob White avec le président national d'Unifor, Jerry Dias, lors d'une manifestation tenue en marge du Congrès de fondation en 2013.

le 21 février, la députée néo-démocrate Tracey Ramsey a rendu hommage à Bob White et à son legs en matière de défense des intérêts des travailleurs. Vous pouvez l'écouter à l'adresse

[Facebook.com/UniforCanada](https://www.facebook.com/UniforCanada).

Nous sommes en train de planifier un hommage à Bob White au printemps. De plus amples renseignements vous seront communiqués prochainement.

>> Suite de "Unifor participe activement..." sur la page 1

place de nouvelles politiques qui soutiennent les travailleurs. »

Le gouvernement a adopté un certain nombre de priorités stratégiques d'Unifor au cours de la dernière année.

En faisant passer l'âge de l'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse de 67 à 65 ans et en bonifiant le RPC, le gouvernement a écouté les conseils d'Unifor pour renforcer le système de sécurité de

la retraite au Canada.

Les libéraux de Trudeau se sont engagés à aider Bombardier en investissant dans l'entreprise et ont accepté de restructurer le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile afin d'attirer des investissements internationaux au Canada.

Au chapitre du marché du travail, le gouvernement a assoupli les critères d'admissibilité de l'assurance-emploi, prolongé la durée des prestations d'assurance-emploi et consacré de nouveaux fonds au renforcement des

Ententes sur le développement du marché du travail, ce qui aidera les provinces à recycler les chômeurs. Le gouvernement a également investi dans la formation des apprentis en milieu syndical.

Dans le budget 2017, Unifor cherchera des mesures sur les changements climatiques, l'énergie renouvelable, les technologies propres et les « emplois verts ». Il surveillera de près le régime de propriété des biens publics canadiens, comme les aéroports, et prêtera attention aux mesures législatives visant à imposer et

à régler comme il se doit les entreprises de commerce électronique et les distributeurs de contenu numérique.

M. Dias soutient qu'Unifor continuera de réclamer un système national de services de garde abordables, afin que les familles qui travaillent échappent à la pauvreté.

Restez à l'affût des derniers développements relatifs au budget fédéral!

>> Suite de "Le gouvernement libéral" sur la page 1



Des membres d'Unifor ont manifesté à Antigonish, Sydney et Halifax en solidarité avec les enseignants de la Nouvelle-Écosse.

bafouant leurs droits et en faisant ses propres règles. »

Les gels salariaux font l'effet d'une douche froide dans l'économie locale et provinciale. Lorsque les salaires n'augmentent pas au même rythme que le coût de la vie, le revenu disponible que les travailleurs peuvent dépenser localement diminue. La perte de ce pouvoir d'achat ralentit donc la création d'emplois. Ces incidences négatives sont décrites dans une étude réalisée par Jordan Brennan, économiste chez Unifor. Vous pouvez lire le rapport à l'adresse www.policyalternatives.ca.

En adoptant des lois comme les projets de loi 75 et 148, qui attaquent les travailleurs du secteur public et leur imposent des concessions et des gels salariaux, le gouvernement McNeil a provoqué une crise pour bien des travailleurs. À l'heure actuelle, les travailleurs du secteur des soins de

santé d'Unifor en Nouvelle-Écosse n'ont pas de convention collective depuis mars 2014.

« Unifor ne représente pas d'enseignants, mais nos membres participent activement à des rassemblements et appellent leurs députés provinciaux, car notre syndicat est solidaire pour ce qui est de défendre les travailleurs et le droit à la libre négociation collective, a indiqué Mme Payne. Nous espérons maintenant que les enseignants, les travailleurs de la santé, les parents, les étudiants et d'autres Néo-Écossais voient les vraies couleurs du premier ministre et expriment leur mécontentement dans l'isolement. »

D'après les rumeurs, les élections pourraient être déclenchées au printemps. Le cas échéant, les membres d'Unifor convaincront activement les électeurs d'aller voter.

Passez à l'action lors de la Journée internationale de la femme

Le 8 mars, nous célébrerons la Journée internationale de la femme pour souligner les rôles et les contributions des femmes sur la planète entière, tout en reconnaissant qu'elles n'ont pas encore atteint l'équité et l'égalité.

Dans le droit fil de la volonté du gouvernement Trudeau de rapprocher davantage les femmes de l'égalité des sexes, Unifor demande que deux solutions clés soient mises en œuvre immédiatement : un programme national de garderies subventionnées par l'État et une loi sur le congé payé en cas de violence conjugale.

Unifor encourage chacun de ses membres à montrer leur appui en faisant parvenir une lettre électronique à leur député. Grâce à quelques clics seulement, notre syndicat peut envoyer un message

commun au gouvernement et réclamer qu'il adopte une loi sur le congé payé en cas de violence et subventionne un programme national de garderies.

Allez à l'adresse www.unifor.org/jif2017 pour envoyer une lettre à votre député.

En sus de cette action de lobbying en ligne, Unifor donnera 146 000 \$ au total à des refuges pour femmes à la grandeur du pays pour aider les victimes de violence conjugale. Les dons seront remis par des membres de nos sections locales. Pour en savoir davantage sur les engagements de notre syndicat, lisez la déclaration sur la Journée internationale de la femme à l'adresse www.unifor.org/femmes.



UNIFOR
femmes | women

Unifor répond à un appel à l'action pour libérer des travailleurs bangladais

Les membres d'Unifor ont répondu à l'appel à l'action international visant à réclamer la libération des syndicalistes bangladais emprisonnés lors d'un rassemblement tenu le 16 février devant le Haut-commissariat du Bangladesh à Ottawa.

« Nous exigeons que le Bangladesh libère immédiatement les syndicalistes emprisonnés et cesse de cibler les militants syndicaux et d'intimider les travailleurs », a déclaré Harry Ghadban, directeur local de l'est de l'Ontario d'Unifor, qui faisait partie de la délégation syndicale ayant rencontré des représentants du gouvernement bangladais au Haut-Commissariat.

Au Bangladesh, au moins 34

recruteurs syndicaux ont été arrêtés pour avoir mené des activités syndicales depuis que des milliers de travailleurs du vêtement ont participé à une grève en décembre dernier. Par représailles, l'Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh a fermé 60 manufactures, dont la plupart ont refusé de payer les travailleurs, pendant plusieurs jours. Au moins 1 600 travailleurs ont été suspendus ou congédiés, alors que des descentes ont été effectuées dans des bureaux syndicaux et les demeures de certains dirigeants syndicaux, forçant les travailleurs à se cacher par crainte d'être arrêtés.

« Les travailleurs de l'industrie bangladaise du vêtement

DANS CE NUMÉRO Perte d'un syndicaliste - À la mémoire de Bob White. Unifor est impliqué dans le prochain budget fédéral. On se prépare pour un combat sur le bois d'œuvre résineux. La lutte contre les projets de loi antitrouvailleurs en Nouvelle-Écosse. Célébration de la Journée internationale de la femme et plus encore!



Unifor se joint à des collègues militants syndicaux à l'extérieur du Haut commissariat du Bangladesh pour réclamer la libération de dirigeants syndicaux emprisonnés.

comptent parmi les moins bien payés au monde, et les politiques antisyndicales de leur gouvernement les maintiennent dans la pauvreté, tout en les privant du droit de se syndiquer et de revendiquer un salaire de subsistance, a indiqué Jerry Dias, président national d'Unifor.

En solidarité avec les dirigeants syndicaux emprisonnés et les travailleurs congédiés, Unifor se joint à IndustriALL dans le cadre

d'une campagne internationale pour forcer le gouvernement bangladais à prendre des mesures immédiates pour libérer les syndicalistes emprisonnés, réintégrer les travailleurs congédiés et respecter les droits fondamentaux de ceux-ci.

Pour montrer votre appui sur Twitter, veuillez utiliser le mot-clé #everydaycounts.